

ÉGYPTE
monde arabe

Égypte/Monde arabe

10 | 2013

Les élections de la révolution (2011-2012)

Les Frères musulmans au sortir de la semi-clandestinité : le parti de la Liberté et de la Justice dans les élections législatives

Amal-Fatiha Abbassi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/3124>

DOI : 10.4000/ema.3124

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Pagination : 93-110

ISBN : 978-2-905838-81-0

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Amal-Fatiha Abbassi, « **LES FRÈRES MUSULMANS AU SORTIR DE LA SEMI-CLANDESTINITÉ : LE PARTI DE LA LIBERTÉ ET DE LA JUSTICE DANS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES** », *Égypte/Monde arabe* [En ligne],

Troisième série, Les élections de la révolution (2011-2012), mis en ligne le 10 février 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3124> ; DOI : 10.4000/ema.3124

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les Frères musulmans au sortir de la semi-clandestinité : le parti de la Liberté et de la Justice dans les élections législatives

Amal-Fatiha Abbassi

- ¹ Les élections législatives de 2011-2012 se sont déroulées dans un champ politique en cours de redéfinition et de recomposition, avec comme nouvelle et principale caractéristique l'émergence de nouveaux partis politiques dit islamistes¹, parmi lesquels le parti de la Liberté et de la Justice (*Al-Hurriya wal-'Adala*). Ce parti a été fondé par la *Gamâ'a*² des Frères musulmans, dont l'existence est toujours considérée comme illégale selon la loi égyptienne. Malgré son statut de mouvement interdit « *Mahzûrâ* »³, le régime de Moubarak a autorisé la participation des Frères musulmans aux élections syndicales, locales et législatives. En effet, le régime exerçait alors une certaine forme de régulation des résultats⁴, par des pratiques de trucages et d'arrestations arbitraires, le refus d'accorder des dossiers de candidatures⁵, ou encore des violences dans les bureaux de votes. En dépit de ces restrictions, la *Gamâ'a* a accepté les règles du jeu et a participé aux élections législatives, locales et syndicales, car l'objectif n'était pas seulement de gagner les élections mais d'exister et d'affirmer sa présence dans le champ politique. Les Frères musulmans ont ainsi saisi l'opportunité d'ouverture⁶ voulue par le régime en place en 2000 et en 2005. Ils remportèrent dix-sept sièges à l'assemblée du peuple en 2000 et, chose inattendue, quatre vingt-huit en 2005⁷. Les Frères musulmans ont tenté d'imposer leur légitimité par les urnes comme acteur politique à part entière, légitimité que le régime leur avait refusée sur le terrain partisan. Avec cette présence remarquable au parlement, ils devinrent la première force d'opposition au gouvernement.

Les frères musulmans : sortie de la semi-clandestinité

- 2 La question de la transformation de la *Gamâ'a* des Frères musulmans en un parti politique, ou celle de la création d'un parti, n'est pas nouvelle. Si ce dernier a tardé à voir le jour, c'est d'une part à cause de la politique d'exclusion menée par le régime de Moubarak envers Les Frères musulmans, et d'autre part à cause d'un conflit idéologique à l'intérieur même de la *Gamâ'a* : fallait-il l'orienter vers la prédication (*al-da'wa*), ou vers la politique ? La création du parti *Al-Wasat*⁸ par des personnalités membres des Frères musulmans, avec à leur tête Abû 'Alâ' Madhî, illustre parfaitement cette divergence⁹.
- 3 Après le changement politique du 25 janvier 2011, la question de l'avenir de la *Gamâ'a*¹⁰ est à nouveau d'actualité. De même, la création d'un ou de plusieurs partis politiques fait débat¹¹ entre les militants et les dirigeants. La décision finale est revenue à l'assemblée consultative générale de la *Gamâ'a* (*majlis al-chûrâ al-'âm*), qui a décidé de créer un seul parti, le parti de la liberté et de la justice (PLJ). Cependant, la relation entre la *Gamâ'a* et le parti n'a pas été clairement définie. Le parti est considéré comme la vitrine politique de la *Gamâ'a* (*al-dirâ' al-siyâsî lil-Gamâ'a*). Sur les différentes affiches du PLJ, une phrase rappelle qu'il a été créé par la *Gamâ'a* : « le parti de la liberté et de la justice est un parti fondé par les Frères musulmans pour tous les Égyptiens ». Plusieurs interrogations se posent alors : dans quelle mesure le parti de la liberté et de la justice peut-il être indépendant de la *Gamâ'a* ? Comment le parti va-t-il mener la campagne électorale des élections législatives ? Et quel sera le rôle de la *Gamâ'a* dans cette mobilisation ?
- 4 Le PLJ s'est présenté aux élections en formant une alliance avec d'autres partis politiques, appelée l'alliance démocratique (*al-tahâluḥ al-dîmuqrâtî*)¹². Il a déclaré au départ qu'il ne souhaitait pas une majorité parlementaire et qu'il viserait seulement 30 % des sièges, cela pour garantir une certaine harmonie et un équilibre politique. Ce message avait pour but de rassurer l'opinion publique égyptienne et internationale, car les nouveaux députés ont pour mission d'élire l'assemblée constituante, une étape décisive dans la situation de transition vers la démocratie enclenchée par la révolution du 25 janvier 2011.

La création du PLJ : le choix des dirigeants et des candidats

- 5 Selon son directeur de campagne, Husayn 'Abd Al-Ghanî, le nom du parti de la liberté et de la justice a été choisi pour deux raisons. D'abord pour rendre hommage à la révolution du 25 janvier 2011 dont l'une des revendications était « la liberté et la justice », la seconde raison résidant dans la représentation de ces deux principes fondamentaux dans l'islam¹³.
- 6 À sa formation, le parti a été présenté comme un parti *madanî*, c'est-à-dire civil, dont la référence était fondée sur la *char'i'a* islamique, ouvert à tous les Égyptiens dans toute leur diversité. Mohammed Morsi, alors dirigeant du parti et membre du bureau politique des Frères musulmans, a affirmé lors d'une conférence de presse : « le parti de la liberté et de la justice est un parti politique civil (*madanî*) et non théocratique »¹⁴. La connotation de la notion de *madanî* s'inscrit à la fois dans l'opposition au régime militaire (*'askarî*), et dans le refus de la séparation du religieux et du politique, *al-'ilmâniyya*. Le PLJ et *Al-Wasat* sont les seuls partis politiques s'identifiant comme des partis à la fois *madanî* et à référence islamique¹⁵.

- 7 La sélection des dirigeants et des candidats du parti a été le fait de l'assemblée consultative générale de la *Gamâ'a* des Frères musulman. C'est ainsi qu'ont été nommés les principaux dirigeants du parti : Mohamed Morsi¹⁶, président, 'Isâm al-'Iryân¹⁷, vice-président, et Sa'd al-Katâtî¹⁸, premier secrétaire. Quant au choix des candidats, il s'est déroulé de la manière suivante : soit directement par la nomination de l'assemblée consultative générale de la *Gamâ'a*, soit indirectement. En effet dans certains gouvernorats, où plusieurs candidats se sont proposés, il y a eu un vote interne des responsables des sections et des bureaux locaux¹⁹ de la *Gamâ'a*. Puis la liste des candidats a été soumise à l'assemblée consultative générale, qui a étudié ces candidatures avant de prendre sa décision. Selon Hilmî al-Ghazâr, tête de liste du parti dans le gouvernorat de Giza, cette méthode de sélection se justifie : « nous étions contraints de procéder de la sorte car, entre la création du parti, les dates des élections et la campagne électorale, nous n'avions pas le temps de créer et d'organiser le parti comme il se doit. Mais à partir de l'année prochaine, c'est par des élections internes au parti que le choix des candidats s'effectuera »²⁰. Le processus adopté pour le choix des dirigeants et des candidats du parti est, à notre sens, un indicateur majeur dans le rapport qui s'établit entre la *Gamâ'a* et le parti.
- 8 Le parti a présenté ses candidats selon les deux modes de scrutin prévus par la loi électorale : le scrutin de liste et le scrutin uninominal. On compte alors 164 nouveaux candidats et 52 anciens candidats ou parlementaires Frères musulmans. Ce choix n'est pas fortuit car l'objectif était, d'une part, d'initier des nouveaux candidats à l'exercice de la vie politique, et d'autre part, de permettre aux plus expérimentés d'occuper des postes dans le parti, afin de consolider sa formation. Cela laissait donc le choix à ceux qui le souhaitaient de présenter leur candidature.

Le PLJ : campagne électorale et projet politique

- 9 Le service média et communication de la *Gamâ'a* a mis en place deux campagnes : la première campagne avait pour objectif de normaliser le PLJ dans l'espace politique égyptien et de le faire connaître auprès des électeurs. La seconde campagne a été consacrée à la mobilisation électorale.
- 10 Husayn 'Abd Al-Ghanî a déclaré : « La préparation de la campagne électorale s'est effectuée en plusieurs étapes. Nous avons d'abord commencé par organiser des ateliers de travail au niveau de chaque gouvernorat pour définir les objectifs, les stratégies, les moyens et méthodes. Car aujourd'hui, les élections sont différentes. Par exemple, le nombre d'électeurs est de six à huit fois plus important que celui des années précédentes. Dans cette masse électorale, nous avons les abstentionnistes et les coptes ; il faut les mobiliser et gagner leur vote. D'un autre côté nous avons de la concurrence : avant nous étions les seuls à revendiquer l'Islam comme référence, aujourd'hui il y a plusieurs partis : *Al-Wasat*, *Al-Nûr*, *Al-Binâ' wal-Tanmiyya*... »²¹. L'enquête que nous avons menée dans le gouvernorat de Giza lors de la campagne électorale a confirmé l'inquiétude des membres du parti. Cette inquiétude était due aux stratégies de mobilisation mises en place, dont l'objectif principal était de capter l'intégralité du public sensible au projet islamique (*islâmî*) tout en essayant de mobiliser les électeurs coptes.
- 11 Le financement du parti et de la campagne électorale a été assuré par la *Gamâ'a*. Cela a été confirmé par son vice-président Khayrat Al-Châtir : « Nous venons de créer le parti, il faut

du temps pour qu'il puisse créer ses propres ressources, et c'est tout naturellement que la *Gamâ'a* finance le parti et la campagne électorale ». ²² Le programme électoral du parti a été rédigé par les responsables du bureau politique de la *Gamâ'a*. Ce programme est largement inspiré de celui des Frères musulmans de 2005. Il relate dans sa globalité les différents problèmes politiques, économiques et sociaux et propose des solutions, sans préciser les moyens qui peuvent être mis en place pour les résoudre. Lors de la campagne électorale, les principaux objectifs évoqués étaient :

- Fonder un État civil basé sur la *charî'a* islamique et ses principes : la consultation (*al-chûra*), la justice, la liberté...
- Exercer la politique selon des principes de moralité et non selon l'adage « la fin justifie les moyens ».
- Garantir la liberté de pensée, de culte, de rassemblement, de former des partis politiques et des journaux.
- Garantir l'égalité des chances sans discrimination d'appartenance religieuse, de couleur ou de sexe.
- Travailler pour la renaissance du pays, qui commence par la formation de l'individu aux niveaux psychologique, intellectuel et physique.
- Mettre en place un système de valeurs spirituelles et morales sur lesquelles se fondent les institutions médiatiques, l'éducation, la culture, *Al-Azhar* et l'Église.
- Résoudre les problèmes de chômage, réviser les salaires et fixer un barème de salaires.
- Faire face à la corruption, réformer et développer les appareils administratifs de l'État.
- Rétablir la sécurité en réformant l'appareil policier et former les policiers tout en impliquant les citoyens dans la réalisation de la sécurité publique.
- Garantir une vie décente à tous les citoyens (droit au logement, aux soins...)
- Réformer le système éducatif et favoriser la recherche.
- Appuyer les centres de jeunesse et clubs sportifs et cultiver l'énergie des jeunes d'une manière positive en les impliquant par exemple dans le bénévolat.
- Enfin, en ce qui concerne les relations internationales, avec les États-Unis, l'Europe et Israël, le parti déclare développer les relations avec l'étranger d'une manière équilibrée, respecter les accords internationaux et ratifier certains d'entre eux si cela est dans l'intérêt du pays.

12 Le slogan, « L'islam est la solution », brandi par les Frères musulmans lors des élections de 2005, résume l'idée principale de leur programme : l'islam est un projet à la fois politique et social. Ce slogan n'a pas été repris de manière officielle, mais il l'a été dans les CD audiovisuels de propagande distribués lors de la campagne, où il a été utilisé comme argument. D'autres nouveaux slogans sont également déployés. Ils sont de deux genres : d'une part des slogans généraux visant un public plus large : « Nous apportons le bien (*al-khayr*) à l'Égypte » ou « Ensemble, nous participons à l'évolution de la *Umma*, à la construction du pays, tous ensemble nous réalisons ces objectifs », et d'autre part des slogans spécifiques, comme celui adressé à la communauté chrétienne, par exemple : « Nous respecterons les coptes et leurs droits, ils sont nos partenaires dans le pays ». Ces points résument les grandes lignes du programme électoral. On constate, à la lecture du programme dans son intégralité, et dans les discours des candidats lors de la campagne électorale, le manque de visibilité, voire l'absence d'une politique intérieure élaborée. De même, concernant la politique étrangère, la vision reste floue, et quand elle est évoquée, elle est limitée à la relation avec Israël et les États-Unis.

13 En dehors de l'appui financier et technique de la *Gamâ'a* au parti, ce sont les ressources humaines, autrement dit le *Tanzîm* ²³ de la *Gamâ'a* et l'étendue de son réseau, qui sont mis

au service du parti. Ce sont eux qui contribuent à l'organisation et à la constitution des groupes chargés de mener campagne pour le PLJ.

Les ressorts d'une technique de mobilisation : le *tanzîm*, stratégie de proximité et de maîtrise politique du territoire

- 14 La notion d'individu (*al-fard*) est centrale dans la *Gamâ'a*. Elle est le pivot du *Tanzîm*, dont la définition ne réside pas seulement dans sa structure organisationnelle et fonctionnelle, mais aussi dans la formation des militants. En effet le programme éducatif de la *Gamâ'a* dans ses différentes étapes ne porte pas uniquement sur l'acquisition du savoir religieux : l'aspect relationnel du militant est également évoqué. Il s'agit de la capacité à agir et à interagir avec son environnement, à construire un réseau et à le maintenir. C'est ce que résumait son fondateur, Hasan Al-Bannâ, dans ses écrits : « une idée ne peut exister sans une force qui la dynamise et la protège ». La délégation de la campagne électorale du PLJ à la *Gamâ'a* ne s'explique pas seulement par la connaissance et l'expérience du terrain de celle-ci. Cela garantit également au parti le vote de l'électorat habituel des Frères musulmans, tout en visant un nouvel électorat sensible au projet islamique.
- 15 Afin de saisir la mise en œuvre du dispositif de mobilisation officiellement mené par le PLJ, nous avons suivi la campagne électorale dans les 2^e et 3^e circonscriptions du gouvernorat de Giza,²⁴ où les élections ont eu lieu les 14 et 21 décembre 2011. Le site d'observation couvre trois quartiers : Doqqi, Agouza et Imbâba. Au-delà de la spécificité économique (taux de pauvreté et chômage) et sociale (éducation, alphabétisation, niveau d'études et professions) de ces quartiers, on peut noter l'existence de moyens ou petits quartiers populaires annexés à ces circonscriptions tels que *Mît-'Ukba*, *Der Al-Nahl*, *Al-Hitiyya*.
- 16 Les militants du PLJ sont ceux de la *Gamâ'a*, parmi lesquels on trouve aussi des sympathisants des Frères musulmans qui participent volontairement à la campagne du parti. L'équipe de campagne électorale est composée dans chaque quartier de deux groupes : un groupe de femmes et un groupe d'hommes. Tous habitent le quartier dans lequel ils mènent campagne. Le groupe de femmes compte de jeunes étudiantes et des femmes au foyer âgées de 18 à 40 ans, dont le niveau d'études varie entre le baccalauréat et le diplôme universitaire. Les femmes ne sont jamais seules sur le terrain, où elles sont toujours accompagnées d'un responsable du bureau du parti et d'un ou deux militants. Ce groupe opère le matin de 10h à 15h, avec à sa tête une responsable. Cette dernière est également responsable de la section des femmes dans le parti et dans la *Gamâ'a*. Elle organise et dirige des réunions qui ont lieu deux fois par semaine, ouvertes seulement aux membres de la *Gamâ'a*. Elle fait le lien entre la section des femmes, les responsables généraux des sections de la *Gamâ'a* et le parti au niveau de la circonscription. Quand au second groupe, il est composé d'hommes âgés de 18 à 60 ans. Ils sont étudiants, ouvriers ou avocats. Ils poursuivent la campagne de 17h à 23h. Avec une telle organisation, le terrain est occupé de manière permanente.
- 17 Le parti possède des bureaux dans chacun des quartiers étudiés, qui sont majoritairement des quartiers populaires. Les équipes de campagne qui couvrent ces circonscriptions comptent généralement les mêmes militants, à l'exception des quartiers étendus comme *Ard-Al-Liwâ'* et *Imbâba*. Selon le responsable de la campagne électorale, cela est dû à leur

grande superficie et à la distance géographique qui les sépare des autres quartiers. Il nous semble que cela peut s'expliquer aussi par le fonctionnement et la stratégie même de la *Gamâ'a* qui repose sur la formation et la gestion des réseaux locaux, car mener la campagne sur un terrain familier, c'est donner la possibilité à des militants d'user de la proximité déjà instaurée avec les habitants dans le processus de mobilisation. Cela leur permet aussi de couvrir toutes les zones, d'affirmer une force collective et de mettre en scène une hégémonie locale face aux autres partis politiques, notamment islamistes. Dans certains quartiers comme *Ard-Al-Liwâ'* et *Imbâba* où la présence salafiste est importante, la mobilisation est quasi quotidienne, notamment dans les mosquées et à travers les associations qui leur sont annexées.

Mobilisation électorale et stratégie d'approche

- 18 Il existe une seule campagne électorale menée à la fois pour les listes et les candidats individuels du parti. Le format des affiches et des autocollants a été uniformisé à l'échelle nationale, tout comme les slogans. Néanmoins le choix des approches de mobilisation revient aux responsables de régions, de zones, et de quartiers. Les méthodes sont ainsi adaptées selon les spécificités sociales et professionnelles des habitants. À Doqqi et Agouza par exemple, où résident des catégories socio-professionnelles supérieures, les meetings du PLJ se déroulent dans des salles de conférence. Des distributions de tracts et des cortèges de voitures ont lieu dans les grands axes de ces quartiers (rue *Al-Tahrîr*, *Al-Nîl* ...). Le programme du parti est distribué sous forme de CD audiovisuel, lequel est envoyé avec le journal publicitaire *Al-Wasît*. Le CD contient, en plus du programme du parti, l'historique de la *Gamâ'a*, le rôle politique des Frères musulmans par le passé et la biographie des candidats.
- 19 Par opposition, dans des quartiers populaires comme Imbâba, les militants vont à la rencontre directe des électeurs, en faisant du porte-à-porte, en distribuant des tracts dans les cafés et les petites ruelles, en organisant des meetings populaires en plein air, ou encore en organisant des défilés afin de faire connaître le candidat. Ce dernier ne s'y rend jamais seul, il est toujours accompagné de membres de la *Gamâ'a* et de l'équipe, ainsi que de familles appartenant aux Frères musulmans et habitant le quartier. C'est l'équipe connaissant le quartier qui est responsable de préparer l'itinéraire du candidat. Cependant, le déroulement de la visite est négocié avec les habitants, ainsi que leur présence durant la marche. C'est à la fois un élément mobilisateur et une garantie de sécurité, notamment dans les quartiers populaires.
- 20 De nombreux électeurs sont informés continuellement, par SMS et à travers les réseaux sociaux, des différentes manifestations. Le parti a par ailleurs créé sa propre chaîne télévisée *Misr 25* et diffuse son propre journal quotidien, *La Liberté et la Justice (al-hurriyya wal-'adâla)*, tous deux financés par la *Gamâ'a*. Ils ont largement contribué à la mobilisation électorale et à faire connaître le parti. Des spots publicitaires ont aussi été diffusés sur des chaînes privées et publiques.

Le dispositif de mobilisation : du formel à l'informel

- 21 La mise en œuvre de l'expérience politique de la *Gamâ'a* lors de la campagne électorale du PLJ l'a conduit à déployer une seconde forme de mobilisation électorale. Elle est

informelle et se réalise à deux niveaux différents : celui du quartier et celui du foyer et de l'environnement familial.

La mobilisation à l'échelle du quartier

- 22 Les Frères musulmans sont présents dans les quartiers à travers les mosquées et les associations caritatives, souvent annexées à ces dernières. Elles sont généralement financées et dirigées par des membres des Frères musulmans, ou par des proches considérés comme partisans de la *Gamâ'a*. Nous avons mené notre enquête pendant la campagne du premier tour des élections législatives dans une petite mosquée²⁵ de *Ard-Al-Liwâ'*, où un public bien spécifique est ciblé.
- 23 Mariam, 35 ans, femme au foyer, mère de trois enfants, diplômée de science de charî'a à la faculté *Al-Azhar*, est la responsable de la section des femmes au niveau du quartier dans la *Gamâ'a* et dans le parti. Durant les élections, les thèmes des leçons sont adaptés au contexte électoral. Par exemple, après la fin d'un cours qui a porté sur le prophète Muhammad, les quatre califes et sur leurs qualités d'hommes de foi et de dirigeants, elle s'adresse ainsi au groupe : « Comme vous le savez, tout le pays se prépare pour les élections législatives, il faut aller voter, c'est un devoir, c'est une obligation individuelle "*fard 'ayn*"²⁶. Il est de notre devoir non seulement d'aller voter mais aussi de faire le bon choix car il y a plusieurs candidats et partis. Nous, le parti de la liberté et de la justice, présentons aussi des candidats. Si vous souhaitez des renseignements venez nous voir dans notre bureau ». Mariam distribue à la fin les tracts présentant les candidats²⁷. Cet extrait de nos notes de terrain n'est qu'un exemple parmi d'autres de situations durant lesquelles nous avons constaté la mobilisation fréquente du répertoire religieux dans la construction argumentative du discours de la campagne électorale, allant du simple militant aux candidats têtes de listes.
- 24 Le vote est défini comme un devoir religieux dont l'accomplissement doit s'accompagner d'une prise de conscience de la responsabilité de l'électeur et de son acte de vote. En effet, les Frères musulmans, comme d'autres partis politiques de référence islamique tels le parti salafiste *Al-Nûr*, considèrent l'acte de vote comme un témoignage (*Chahâda*) devant Dieu. L'électeur sera donc responsable le jour du jugement dernier de son choix électoral. Nous avons établi le même constat lors de la distribution des tracts dans le secteur de *Al-Mahkam*, dans le quartier de *Imbâba*. Lorsque des passants refusaient de prendre les tracts ou répondaient : « Non, je ne voterai pas pour les Frères musulmans », le militant que j'accompagnais n'insistait pas pour convaincre l'électeur de voter pour le candidat du PLJ, mais se contentait de dire une seule phrase suivie d'une prière : « quel que soit le choix que tu feras, choisis le plus vertueux (*Al-Aslah*)²⁸, "*Allâhuma wallî umûrna man yasluh*" ». Cette dernière formule signifiant que Dieu fera élire le plus vertueux.
- 25 Cette stratégie discursive est employée d'une manière directe ou indirecte. Dans le premier exemple, l'électeur est amené à identifier directement le candidat du PLJ comme le candidat vertueux. Dans le second cas tout candidat est susceptible de l'être. L'articulation entre le discours politique et le registre religieux dans la campagne électorale du PLJ reflète cette double identité de la *Gamâ'a*, marquée par sa vocation religieuse et son expérience politique.
- 26 Un autre genre de dispositif est déployé, cette fois dans un autre quartier annexe appelé *Al-Hihitiyya*, dans le quartier al-Agouza. On y trouve une association islamique caritative, l'association pour le développement de la société civile (*tanmiyât al-mujtama' al-madani*).

Elle offre des aides aux plus démunis par la redistribution de *al-zakât*²⁹, offre des cours de soutien scolaire et de Coran etc., et réalise des activités au profit des habitants du quartier en partenariat avec d'autres organismes, comme cette journée de consultation médicale par exemple, à laquelle nous avons pu assister. La visite, organisée par les militants de la *Gamâ'a*, a lieu dans les locaux de l'association précitée. Après avoir enregistré les données du patient, le responsable de l'événement lui remet un carton du parti avec son nom et son prénom inscrits dessus, et, sur cette même carte, un résumé des objectifs du parti soulignés en gras :

- Le citoyen égyptien sera considéré comme le noyau central dans le développement économique.
- Les services de santé seront garantis à 20 millions de citoyens.
- Les problèmes des jeunes seront résolus grâce à un appui physique et intellectuel.
- Le parti s'engage à résoudre les problèmes liés à la petite enfance.
- Une réforme globale sera mise en place pour que l'Égypte reprenne une place de valeur parmi les autres pays.

27 En prenant cette petite carte, certains restent indifférents (ce qui peut s'expliquer par leur éventuel analphabétisme), d'autres la lisent et s'interrogent. De cette manière, la discussion est entamée dans la salle d'attente sur le parti, les élections et les candidats. Comme ce fut le cas par exemple lors d'une journée de consultation médicale gratuite organisée par les militants Frères musulmans d'Agouza dans les locaux de l'association. Il y avait des médecins généralistes, des dentistes, des ophtalmologues, etc. C'est le réseau des médecins membres ou proches des Frères musulmans qui est mobilisé. Le suivi est assuré à 60 %, et prend notamment en compte l'achat des médicaments, les analyses ou encore les opérations.

28 Lors d'un entretien avec l'une des responsables de l'association sur la collaboration avec les militants Frères musulmans, celle-ci nous explique la situation du quartier : « Ici 70 % des personnes sont pauvres, une personne travaille pour nourrir deux familles à la fois, ils n'ont pas les moyens d'aller chez le médecin. On est les seuls dans le quartier et l'État ne fait rien. On n'a aucun financement ni aide de sa part. Nous nous débrouillons avec nos propres moyens, en collaborant avec les Frères musulmans, pour rendre service aux habitants du quartier »³⁰. L'inefficacité des services publics, voire leur absence dans plusieurs villes et villages égyptiens, a favorisé la présence des associations caritatives notamment islamiques. Elles jouent un rôle non négligeable dans les élections. Elles affichent souvent leur soutien à un candidat ou un parti politique. L'association précitée affichait clairement son soutien au PLJ. De leur côté, les Frères musulmans contribuent avec leur propre réseau social à différents projets caritatifs, comme la « solidarité sociale » (*al-takâful al-ijtimâ'î*), consistant à accorder et à suivre – après étude du dossier social – des aides financières, des micro-crédits, des aides au mariage, des allocations de rentrée scolaire, ou encore des aides lors des événements religieux comme pour le Ramadan ou les fêtes religieuses, etc. Ces pratiques sont considérées comme une manière de fidéliser un public ciblé, pour le mobiliser le jour des élections, ce que Sarah Ben Néfissa appelle le « clientélisme électoral islamique »³¹.

29 Les entretiens informels réalisés avec des électeurs³² à proximité des bureaux de vote dans le gouvernorat de Giza nous ont conduit à identifier deux catégories de vote. La première s'inscrit dans le registre du clientélisme islamique, où le vote pour les candidats des Frères musulmans est à la fois justifié par leur expérience et leurs compétences politiques, mais aussi par leur investissement de plusieurs années dans les quartiers.

D'ailleurs, plusieurs électeurs ont déclaré bénéficier des aides qu'ils octroient. Le choix électoral est conçu comme un devoir envers les Frères musulmans. Cette logique électorale n'est pas nouvelle : dans ses travaux sur les Frères musulmans, Marie Vannetzel³³ a montré son émergence en le qualifiant de « vote intermédiaire » qui se placerait entre le vote clientéliste et le vote individuel. La seconde catégorie de vote s'apparente à un « vote identitaire »³⁴ : les candidats sont identifiés par leur appartenance religieuse et leur tendance. De cette façon, le candidat du PLJ est identifié comme un Frère musulman, de même qu'un candidat du parti *Al-Nûr* est défini comme salafiste. Ce critère de choix électoral s'effectue dans l'objectif de soutenir le « projet islamique ».

- 30 Au delà de ces deux catégories qui opèrent dans le champ électoral égyptien, il nous semble également pertinent de nous interroger sur la transformation des représentations et des imaginaires politiques qui émergent et de voir jusqu'où ces deux catégories de vote vont pouvoir se maintenir.

La mobilisation à l'échelle intra et extra-familiale

- 31 Lors du deuxième tour des élections législatives, tous les membres de l'équipe de campagne, hommes et femmes, furent conviés à une réunion dans le bureau du parti à Al-Agouza³⁵. Une discussion de deux heures fut entamée entre les responsables et les militants pour préparer la campagne de l'entre-deux tours. L'une des recommandations donnée aux militants fut d'activer leurs réseaux – famille, amis, voisins et collègues –, à l'instar de Fatma, une femme de 42 ans, diplômée en droit à l'université du Caire et mariée à un riche homme d'affaires. Elle a intégré les Frères musulmans à l'université, alors qu'elle avait 20 ans.
- 32 Fatma a décidé de devenir observatrice durant l'opération électorale pour se rendre utile, dit-elle, dans la *Gamâ'a* et le parti. Elle nous a obtenu une autorisation d'observateur, et c'est ensemble que nous avons visité les bureaux de votes dans le gouvernorat de Giza durant les élections législatives. Avec Fatma, nous avons rendu visite à sa sœur et à sa nièce dans le quartier de *Mohandessin*. Fatma a essayé de convaincre sa sœur de voter pour le PLJ. Au bout d'une heure, celle-ci a semblé convaincue. Mais Fatma a voulu s'assurer que sa sœur irait voter. C'est pourquoi, le lendemain, elle l'a conduite elle-même au bureau de vote. Quant à sa nièce, jeune étudiante de 22 ans à l'université américaine, elle a décidé de s'abstenir. Fatma n'a pas réussi à la convaincre. C'est ensuite vers ses anciennes amies de l'université et vers des voisins que Fatma s'est tournée, en les invitant chez elle pour une après-midi. Elle a entamé la discussion autour des élections, du vote, et a discuté le choix électoral de chacune³⁶.
- 33 Selon la logique du *Tanzîm*, chaque militant opère à son niveau et selon son environnement social, professionnel et familial (amis, quartier, syndicat, université...) . L'ancrage social de la *Gamâ'a* et sa politique de proximité, dont le principal objectif est de cultiver les relations de l'individu avec le groupe et de les maintenir dans la durée, ont ainsi constitué un atout majeur dans la mobilisation électorale du PLJ. Le score réalisé par ce parti dans ces élections est ainsi dû au soutien de la *Gamâ'a* des Frères musulmans. L'analyse du dispositif de mobilisation nous démontre le rôle déterminant de cette organisation dans la formation du parti et dans la mobilisation politique et électorale lors des élections législatives. L'analyse de ce dispositif nous a également permis de comprendre la pratique politique du PLJ, encore marquée pour le moment par l'empreinte de la *Gamâ'a*. Cela nous confirme que ses contours ne sont pas encore

déterminés et que les frontières entre la *Gamâ'a* et le parti restent floues. Le prochain défi que devra affronter le parti de la liberté et de la justice, actuellement au pouvoir, sera de définir son rapport à la *Gamâ'a*, dont la situation juridique est illégale. Sera-t-il capable de fabriquer sa propre identité politique ?

BIBLIOGRAPHIE

ACLIMANDOS T., 2011, « Splendeurs et misère du clientélisme », in KOHSTALL F. & VAIREL F. (dir.), « La fabrique des élections », *Égypte monde arabe*, vol. 3, n° 7, p. 197-219.

Ben Nefissa S. & Alâ' Al-dîn 'A., 2005, *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, IRD-Karthala.

Elshobaki A., 2009, *Les Frères musulmans des origines à nos jours*, Paris, Karthala.

Farag I., 2011, « Corrompre, fidéliser : les ressorts “légitimes” de la compétition électorale Égyptienne », *Égypte monde arabe*, vol. 3, n° 7, p. 21-46.

Ferrié J.-N., 2008, *L'Égypte entre démocratie et islamisme. Le système Moubarak à l'heure de la succession*, Paris, Autrement.

Gamblin S. (dir.), 1997, *Contours et détours du Politique en Égypte. Les élections de 1995*, Paris, L'Harmattan/Cedex.

Roy O., 1992, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil.

Steuer C., 2012, *Le Wasat sous Moubarak. L'émergence contrariée d'un groupe d'entrepreneurs politiques en Égypte*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne/LGDJ.

Tammam H., 2006, *Les changements des Frères musulmans. La fragmentation des idéologies et la fin du Tanzîm (Tahawulât Al-Ikhwân al-muslimîn. Al-Tafakuk al-aydiyûlûjiyât wa nihâyât al-tanzîm)*, Le Caire, Madbûlî.

Vannetzel M., 2007, « “Ils nous ont déjà essayés !” Clientélisme et mobilisation électorale frériste en Égypte », *Politique africaine*, n° 108, p. 47-66.

NOTES

1. Nous employons ce terme dans le cadre de la définition d'« islamisme » donnée par Olivier Roy, où l'islamisme part du principe que le pouvoir politique est indispensable à la mise en place d'une société islamique. Ce faisant, il promeut l'islam comme « idéologie politique ». O. Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 85-87.

2. Fondée par Hasan Al-Bannâ en 1928, elle prend au départ la forme d'une confrérie, puis elle devient un mouvement avec une vision réformatrice dont l'objectif était de faire appliquer la *charî'a* et de revenir aux traditions morales islamiques par la prédication (*al-da'wa*). Les Frères musulmans entrent sur la scène politique en 1984 et en 1987 et réalisent de bons résultats aux élections législatives en s'alliant notamment avec le parti *Al-Wafd*.

Ils parviennent à contrôler les conseils d'administration de plusieurs syndicats. Tout au long des années quatre-vingt à quatre-vingt-dix ils acquièrent une nouvelle expérience. C'est les Frères musulmans qui se sont auto-appelés *Gamâ'a* dans les années soixante-dix. Ils déclarent alors : « Nous sommes une *Gamâ'a* et non un parti ». (Amr Elshobaki, *Les Frères musulmans des origines à nos jours*, Paris, Karthala, 2009, p. 118) Du fait de l'absence de vocable français rendant compte des notions de *Gamâ'a* et de *Tanzîm*, nous emploierons la terminologie arabe.

3. Des plaintes ont été déposées à l'encontre de la *Gamâ'a*, demandant sa soumission au régime associatif ou sa dissolution. Le tribunal administratif ne s'est toujours pas prononcé à ce sujet, les séances ont été ajournées à deux reprises. La situation de la *Gamâ'a* sera finalement examinée le 21 mars 2013.

4. Sandrine Gamblin (dir.), *Contours et détours du Politique en Égypte. Les élections de 1995*, Paris, L'Harmattan/Cedex, 1997.

5. À titre d'exemple : le cas de 'Azzâ Al-Garf, candidate des Frères musulmans dans le gouvernorat du 6 octobre, dont le dossier a été refusé sans raison valable lors des élections législatives de 2010.

6. Voir Jean-Noël Ferrié, *L'Égypte entre démocratie et islamisme. Le système Moubarak à l'heure de la succession*, Paris, Autrement, 2008.

7. Iman Farag, « Corrompre, fidéliser : les ressorts "légitimes" de la compétition électorale Égyptienne », in Florian Kohstall et Frédéric Vairel (dir.), « La fabrique des élections », *Égypte monde arabe*, vol. 3, n° 7, 2011.

8. Il s'agit d'un parti à référence islamique. Il a vu le jour en 1996. Cependant la Commission des partis politiques refusa de lui accorder une autorisation à trois reprises : en 1996, en 1998 et en 2004. Il fut légalement créé le 19 février 2011, voir à ce sujet Clément Steuer, *Le Wasat sous Moubarak. L'émergence contrariée d'un groupe d'entrepreneurs politiques en Égypte*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne/LGDJ, 2012.

9. Voir l'entretien réalisé par Hossam Tammam avec Abû 'Alâ' Madhî, le dirigeant du parti *Al-Wasat* « le Centre », *Les changements des Frères musulmans. La fragmentation des idéologies et la fin du Tanzîm (Tahawulât Al-Ikhwân al-muslimîn. Al-Tafakuk al-aydiyûlûjîyât wa nihâyât al-tanzîm)*, Le Caire, Madbûlî, 2006, p. 117.

10. Dans certains pays, comme en Jordanie et au Maroc, la situation juridique de la *Gamâ'a* des Frères musulmans est légale. Elle a engendré des partis politiques dont les relations et frontières sont clairement déterminées. Le champ politique est ainsi bien séparé de celui de la prédication (*al-da'wa*).

11. Plusieurs militants ont rencontré des membres de l'assemblée consultative générale de la *Gamâ'a* (*majlis al-chûrâ al-'âm*), notamment Mohamed Morsi – alors chef du bureau politique de la *Gamâ'a* – en proposant de former plusieurs partis, s'opposant ainsi à la décision de l'assemblée consultative générale. Ces militants ont tous été exclus de la *Gamâ'a*. Entretiens réalisés avec certains de ces militants le 15 janvier 2012.

12. Cette alliance s'est formée en juin 2011 entre 43 partis de tous bords politiques : islamistes, de gauche et libéraux. Mais ils n'ont pas réussi à trouver un compromis au sujet de la représentation de chaque parti et de son classement sur les listes. Et plusieurs d'entre eux se sont ensuite retirés, 12 partis seulement se sont présentés aux élections sur la liste d'*al-tahâluḥ al-dîmuqrâtî*.

13. Entretien réalisé à Madînat Nasr, le 12 novembre 2012.

14. Le 19 juin 2011.

15. La loi des partis promulguée en mars 2011 par le Conseil Supérieur des Forces Armées interdit la formation des partis politiques sur une base religieuse. On relève donc une ambiguïté dans la formulation de cette loi quant à la notion de « base religieuse », étant donné la référence religieuse à partir de laquelle plusieurs partis islamistes ont été formés.

16. Avant de diriger le parti, Mohamed Morsi était membre du bureau politique des Frères musulmans. Il a exercé le métier de professeur au département de génie de l'université de Zagazig. Député à l'assemblée du peuple de 2000 à 2005 et ancien candidat aux élections législatives de 2010, il a mené la campagne électorale des Frères musulmans lors des élections législatives. Il fut aussi le candidat du parti pour l'élection présidentielle en 2012 où il a été élu au second tour avec 51,73 % des voix face à l'ancien premier ministre Ahmad Chafik. Il est ainsi le cinquième président égyptien et le premier président civil dans l'histoire contemporaine de l'Égypte.

17. Médecin et responsable du bureau politique des Frères musulmans jusqu'en 2011, il a occupé la fonction de député à l'Assemblée du peuple de 1987 à 1990. Il a été élu député en 2011-2012 à la seconde chambre du parlement (*majlis al-chûrâ*). Il a depuis été nommé conseiller du président Mohamed Morsi.

18. Professeur en microbiologie à l'université de Minia et membre du bureau administratif des Frères musulmans, il a été nommé président du groupe parlementaire des Frères musulmans de 2005 à 2010, puis porte-parole de la *Gamâ'a* en 2010, avant d'être nommé président de l'Assemblée du peuple en 2012. Depuis la dissolution de cette dernière, il a été élu président du PLJ.

19. Voir l'organigramme de la *Gamâ'a* des Frères musulmans, dans A. Elshobaki, *op. cit.*, p. 27.

20. Entretien réalisé avec le candidat Hilmî Al-Ghazâr, tête de liste du PLJ, le 6 décembre 2011.

21. Entretien réalisé à Madînat Nasr, le 12 novembre 2012.

22. La seule réponse qui nous a été donnée au sujet de la provenance du financement est celle des cotisations des membres de la *Gamâ'a* des Frères musulmans. Son financement peut en effet provenir de l'étranger, notamment par des hommes d'affaires affiliés à cette dernière. Entretiens réalisés à Madînat Nasr, le 12 novembre 2011.

23. Les travaux réalisés jusqu'ici sur les Frères musulmans ont défini le *Tanzîm* comme une organisation hiérarchique. Cette définition ne prend pas en compte la fonctionnalité du *Tanzîm* sur le terrain. En effet, l'enquête de terrain et la lecture de la littérature frériste nous conduisent à appréhender le *Tanzîm* comme une structure organisationnelle de type hiérarchico-fonctionnel.

24. Le nombre d'habitants du gouvernorat est de 5 millions. Quelques temps après sa création, soit en fin 2011, le PLJ comptait 24 448 adhérents, et 23 823 adhérents en 2012. Données recueillies le 12 décembre 2012 lors d'un entretien avec un des responsables du parti dans le secrétariat du gouvernorat de Giza.

25. À noter que la loi électorale de 2011 interdit toute propagande politique dans les lieux de cultes.

26. La jurisprudence islamique distingue deux genres d'obligation. La première est une obligation individuelle (*fard 'ayn*) comme la prière, le jeûne, l'aumône, etc. La seconde est une obligation collective (*fard kifâya*) comme le *jihâd* par exemple. Quand elle est proclamée, il suffit qu'elle soit accomplie par une partie des musulmans pour que le reste de la communauté soit dispensé de cette obligation.

27. Notes de terrain, 28 novembre 2011.

28. La traduction en français est loin de rendre compte du signifiant *Al-Aslah*, car en arabe il désigne plusieurs qualités : il s'agit d'un homme de foi, vertueux, de bonne conduite et digne de confiance.

29. L'aumône.

30. Notes de terrain, 15 octobre 2011.

31. Sarah Ben Nefissa et Alâ' Al-dîn Arafat, *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, IRD-Karthala, 2005, p. 182.

32. La question posée aux électeurs était : « Pour qui avez-vous voté ? Et pourquoi ? »

33. Marie Vannetzel, « "Ils nous ont déjà essayés !" Clientélisme et mobilisation électorale frériste en Égypte », *Politique africaine*, n° 108, 2007, p. 47-66.

34. Tewfik Aclimandos, « Splendeurs et misère du clientélisme », in F. Khostall et F. Vairel (dir.), *op. cit.*, p. 212-215.

35. Notes de terrain, 16 novembre 2011.

36. Notes de terrain, 17, 18 et 19 novembre 2011.

RÉSUMÉS

L'un des changements politiques majeurs en Égypte, après le 25 janvier 2011, fut la création de partis politiques sur la base de références religieuses. Parmi eux, le parti de la Liberté et la Justice (PLJ), créé par la *Gamâ'a* des . Ce parti a obtenu lors des premières élections législatives post-Moubarak 42,7 % des sièges de l'Assemblée du peuple (chambre basse du Parlement). La réflexion menée dans cet article a pour objectif de saisir la sortie des Frères musulmans de la semi-clandestinité et leur participation officielle dans l'espace politique Égyptien. Ainsi, l'analyse porte d'une part sur la formation du PLJ et sur sa campagne électorale, et d'autre part sur le rapport qu'entretient la *Gamâ'a* avec ce parti, particulièrement en termes de pratiques politiques. Cette approche s'appuie sur un travail de terrain réalisé dans les 2^{ème} et 3^{ème} circonscriptions du gouvernorat de Giza

One of the major change in Egypt following the January 25th Revolution was the creation of several political parties based upon a religious reference framework. Amongst them, the Freedom and Justice party (FJP), founded by the Muslim Brothers' *Gamâ'a*. This party managed to gain 42,7% of the seats of the People Assembly (lower house of the Parliament) during the first post-Mubarak parliamentary elections. This article examines the Muslim Brothers' way out their previous semi-clandestinity, and their official participation to the Egyptian political arena. It analyzes first the establishment and the electoral campaign of the FJP, and then the relation

between the latter and the *Gamâ'a*, concerning particularly its political practices. This study rely on a fieldwork within the 2nd and 3rd districts of the Giza governorate.

INDEX

Mots-clés : Frères musulmans, partis politiques, élections législatives, mobilisation électorale, clientélisme

Keywords : Muslim Brothers, Political parties, Electoral mobilization, Clientelism

AUTEUR

AMAL-FATIHA ABBASSI

Fatiha-Amel Abbassi est doctorante en science politique à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, et a été chercheuse au CEDEJ de 2006 à 2007, puis de 2010 à 2013. Sa thèse est consacrée aux Frères musulmans après le 25 janvier 2011. Ses travaux antérieurs portaient sur les groupes islamistes et les discours jihâdistes en Égypte.

Fatiha-Amel Abbassi is a PhD candidate in political science at the Political Sciences Institute of Aix-en-Provence (France). She has been a researcher at the CEDEJ from 2006 to 2007, and then from 2010 to 2013. Her PhD thesis is devoted to the Muslim Brothers after the January 25th Revolution. Her previous studies were about Islamist groups and jihâdist discourses in Egypt.